



LE
CHOIX
DE L'

AVENIR



12 mois
chiffres
chantiers
mesures



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

En juillet dernier, le Gouvernement a présenté le Plan climat, qui a pour objectif d'accélérer la lutte contre le changement climatique, alors que les émissions mondiales de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse. Ce plan a fixé un nouvel objectif à la France : viser la neutralité carbone à l'horizon 2050. Pour cela, il est nécessaire de sortir des énergies fossiles et d'agir dans tous les secteurs : énergie, industrie, transport, rénovation des logements, agriculture et alimentation... Le Plan climat ambitionne tout à la fois de rendre irréversible l'Accord de Paris et de conserver le leadership de la France dans la lutte contre le changement climatique, avec une ambition, faire entrer l'Accord de Paris dans le quotidien de tous les Français. Il va continuer à se déployer sur les quatre années à venir pour atteindre ses objectifs ambitieux.

Les 6 thèmes du **Plan climat**



Le Plan climat

12

chiffres

**Pas
+ de 2 °C
voire 1,5 °C**
de hausse de la
température mondiale
par rapport à l'ère
préindustrielle
(objectif COP21)

50 %
d'émissions de CO₂
couvertes par un prix
du carbone en 2030



AU NIVEAU MONDIAL

AU NIVEAU FRANÇAIS

Développement massif des énergies renouvelables

32% d'énergies renouvelables en 2030

3GW d'éolien en mer confirmé en 2018, c'est l'équivalent en puissance de 3 centrales nucléaires

Innovation et économie

100% de plastique recyclé en 2025

x2

l'effort français de recherche publique dans le domaine de la transition énergétique

35% d'augmentation de la production de chaleur renouvelable d'ici 2023

Fin des énergies fossiles

Zéro production d'énergie fossile en France et plus aucun nouveau permis d'exploitation ou d'exploration d'énergies fossiles à l'horizon 2040

Zéro vente de véhicules émettant des gaz à effet de serre en 2040

1 million de véhicules électriques en circulation d'ici 2022

Solidarité

50 % d'émissions de CO₂ couvertes par un prix du carbone en 2030

10 ans pour éradiquer la précarité énergétique

Le Plan climat

12 chantiers

À L'INTERNATIONAL

One Planet Summit

Refusant le fatalisme face à l'urgence climatique, la France, la Banque mondiale et l'ONU ont rassemblé, le 12 décembre 2017 à Paris, 2 ans jour pour jour après la conclusion de l'accord historique de la COP21 à Paris, les leaders internationaux et des citoyens engagés du monde entier. Ensemble, ils ont pris des engagements pour mettre les finances publique et privée au service de l'action climat et lancé plusieurs initiatives : French Business Climate Pledge ; Climate Action 100+ ; 2050 Pathways Platform... Une One Planet Coalition a également été créée afin de s'assurer que les engagements soient bien tenus.

↳ **12 engagements pour financer la lutte contre le changement climatique**

Alliance solaire internationale (ASI)

Réduire massivement les coûts de l'énergie solaire afin de favoriser le déploiement à grande échelle de l'énergie solaire, c'est l'objectif que s'est donné l'Alliance solaire internationale. Lancée par l'Inde et la France lors de la COP21, l'ASI a vocation à regrouper les 121 pays à fort ensoleillement situés entre les tropiques du Cancer et du Capricorne. Le premier sommet de l'Alliance solaire s'est tenu en mars 2018 en présence d'Emmanuel Macron et de Narendra Modi.

↳ **1 000 Md\$ mobilisés auprès d'investisseurs publics et privés d'ici à 2030**

Ambition européenne

La France s'est mobilisé avec un club de pays européens ambitieux pour proposer à l'Europe d'accélérer la lutte contre le changement climatique. La France souhaite notamment que l'Union européenne se dote d'un objectif plus ambitieux de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre en 2030 et publie une feuille de route vers la neutralité carbone à l'horizon 2050.

↳ **32% d'énergies renouvelables pour 2030, c'est le nouvel objectif adopté par l'Europe (contre 27 % auparavant)**

EN FRANCE

Feuille de route pour l'économie circulaire (FREC)

C'est pour permettre à tous les acteurs « d'entrer dans la boucle », que la Feuille de route pour l'économie circulaire, publiée en avril 2018, présente un ensemble de mesures structurantes : affichage d'un indice de durée de vie des produits pour protéger les consommateurs face à l'obsolescence programmée, harmonisation des couleurs des poubelles, simplification des consignes de tri sur les emballages... Elle permet en outre à la France d'atteindre certaines cibles des objectifs du développement durable de l'Agenda 2030 des Nations unies, comme la garantie de modes de consommation et de production durables.

↳ **50 mesures pour une économie 100 % circulaire**

Plan de rénovation énergétique

Alors que 7 millions de logements sont mal isolés en France et que 3,8 millions de ménages ont des difficultés à payer leur facture de chauffage, un plan de rénovation énergétique a été lancé en novembre 2017. Le but : mobiliser tous les acteurs pour accélérer la rénovation des bâtiments mal isolés (privés et publics) afin d'améliorer le quotidien des Français et de contribuer aux objectifs de neutralité carbone à l'horizon 2050. Le plan a pour objectif de « donner envie et de donner confiance » tout en visant la massification et la simplification des actions. Il repose sur la mobilisation du crédit d'impôt pour la transition écologique (CITE), des certificats d'économie d'énergie (qui ont été doublés), de 9 Md€ du Grand Plan d'investissement et de la création d'un fonds de garantie pour faciliter les prêts aux copropriétés et aux ménages à revenus modestes.

↳ **500 000 logements rénovés chaque année**

Plan de libération des énergies renouvelables

Lancé fin 2017, le Plan de libération des énergies renouvelables repose sur une démarche de concertation visant à associer l'ensemble des parties prenantes au développement de ces filières grâce à des mesures de simplification (pour les professionnels, les collectivités et les particuliers)

et de soutien (investissements). Un premier groupe de travail a été mis en place dans la filière éolienne au mois d'octobre 2017, puis dans la filière méthanisation en janvier 2018 et dans la filière solaire en mai 2018.

↳ **10 mesures identifiées pour l'éolien, 15 pour la méthanisation et 28 pour le solaire**

Loi d'orientation sur les mobilités

C'est pour préparer la loi d'orientation sur les mobilités, dont la présentation est prévue à la rentrée 2018, que se sont tenues les Assises nationales de la mobilité, de septembre à décembre 2017. Elles avaient pour objectif d'identifier les besoins et les attentes prioritaires des citoyens dans leurs déplacements du quotidien. Tous les acteurs (élus, associations professionnelles et syndicales, ONG, entreprises), ainsi que le grand public, ont contribué, via une plateforme en ligne de contribution et des ateliers partout en France, à faire émerger des solutions. Cette loi aura pour objectif de transformer en profondeur les politiques publiques en matière de mobilité, en donnant la priorité aux déplacements du quotidien et en s'appuyant sur le potentiel de la transition énergétique et de la révolution numérique.

↳ **26 000 votes sur la plateforme en ligne**

Loi hydrocarbures

Une semaine après le One Planet Summit, l'Assemblée nationale a adopté, le 19 décembre 2017, la version définitive du projet de loi mettant fin à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures. Ce texte prévoit l'interdiction de l'attribution de nouveaux permis de recherche d'énergies fossiles, qu'il s'agisse de gaz, de pétrole ou de charbon, et limite le renouvellement des concessions existantes à 2040.

↳ **La France, 1^{er} pays à interdire la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur son territoire**

Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI)

Une Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée est en cours d'élaboration. Elle sera soumise à consultation du public et devrait être finalisée fin 2018. Il s'agit de mettre fin, en France, à l'importation de produits issus de la déforestation ou de la conversion d'écosystèmes naturels en cultures. La SDNI devrait contenir des propositions de natures réglementaire, fiscale, des engagements volontaires, des bonnes pratiques et des modifications de la commande publique.

↳ **Zéro déforestation importée en 2030 (objectif Plan climat)**

Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC2)

La France est l'un des pays les plus avancés en matière de planification de l'adaptation au changement climatique. Elle le confirme en publiant son deuxième PNACC. Les travaux de concertation nationale, qui ont nourri ce nouveau plan, se sont appuyés sur les évaluations du 1^{er} PNACC 2011-2015, permettant d'avoir le retour d'expérience d'un cycle complet de politique publique. Des évolutions importantes sont proposées qui concernent notamment un meilleur traitement du lien entre les différentes échelles territoriales, le renforcement de l'articulation avec l'international et le transfrontalier et la promotion des solutions fondées sur la nature.

↳ **60 orientations pour mieux s'adapter au changement climatique qui seront présentées en juillet 2018**

Le Comité AcTE (Accélérateur de la transition écologique)

Le Comité est composé de personnalités du monde économique réunies pour aider le ministère à « accélérer la transition écologique » et à rapprocher l'économie de l'écologie. Outil du dialogue et de réflexion, le comité AcTE doit permettre d'identifier les potentiels, les points de blocage, les innovations qui permettront d'accélérer la réduction massive des émissions et de mobiliser les financements publics et privés. Une mission particulière concernant l'évolution des emplois et des compétences professionnelles a été confiée à Laurence Parisot, membre du Comité.

↳ **16 personnalités expertes du monde économique et de la recherche composent le comité AcTE, sous la présidence de Jean-Dominique Sénard**

Le Plan climat

12 mesures prioritaires

CITOYENS

Prime à la conversion

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les propriétaires de véhicules trop anciens, et donc trop polluants, peuvent bénéficier d'une prime de 1 000€ (ménages imposables) ou 2 000€ (ménages non imposables) pour l'achat d'une voiture propre. En 6 mois, **75 000 Français ont déjà bénéficié de cette mesure qui permet d'accélérer la mise au rebut des véhicules les plus polluants.**

↳ **Jusqu'à 2 500€ pour l'achat d'un véhicule neuf émettant de 0 à 20 grammes de CO₂/km (véhicule électrique)**

Chèque énergie

Après une expérimentation dans 4 départements, le chèque énergie a été généralisé en 2018. Conçu pour aider les ménages aux revenus les plus modestes à payer les factures d'énergie de leur logement, il varie suivant le niveau de revenus et la composition du foyer et son versement est désormais automatique. En 2019, le montant du chèque énergie sera revalorisé de 50€ pour le porter à 200€ en moyenne.

↳ **1 50€ en moyenne pour environ 4 millions de ménages en situation de précarité énergétique en 2018**

Mon Projet pour la planète

Afin de soutenir les projets innovants, le Gouvernement a lancé l'appel à initiatives citoyennes Mon Projet pour la planète en novembre 2017. Près de 1 200 projets ont ainsi été déposés par des structures de petite taille (associations, start-up, écoles...) sur les thèmes de l'énergie, de la biodiversité et de l'économie circulaire. Les lauréats ont été désignés par un vote citoyen qui a recueilli plus de 187 000 participations.

↳ **44 projets lauréats, dont 8 ultramarins, pour une aide financière totale de 3 M€ attribuée par les citoyens à des projets innovants dans les territoires**

ENTREPRISES

French Impact pionnier

Lancé en janvier 2018, dans le cadre de l'initiative French Impact, l'appel à projets French Impact pionnier a permis de sélectionner 22 entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS). Des sociétés pionnières dont les innovations sociales (transition écologique, réussite éducative, économie inclusive, cohésion des territoires, autonomie...) ont prouvé leur impact et sont prêtes à devenir des solutions nationales.

↳ **1 Md€ de financements publics et privés mobilisé en 5 ans pour l'amorçage et le changement d'échelle de l'ESS**

Accompagnement des TPE-PME

Avec l'opération TPE&PME – Gagnantes sur tous les coûts !, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) propose depuis 2017 un accompagnement technique aux entreprises pour optimiser leurs flux de matières, énergie, eau et déchets. L'offre comprend la réalisation d'un diagnostic et la mise en place d'un plan d'actions permettant d'allier compétitivité et performance environnementale.

↳ **5 000 entreprises accompagnées dès 2019**

Plan hydrogène

Présenté le 1^{er} juin 2018, le plan hydrogène vise à faire de la France un leader dans le domaine du stockage de l'énergie, des transports et de l'industrie fonctionnant avec de l'hydrogène produit à partir de sources renouvelables. Le plan fixe des objectifs de développement de la filière avec, notamment, la décarbonation de l'hydrogène industriel (20 à 40% d'ici 2028) et le déploiement de la mobilité hydrogène (100 stations de distribution d'ici 2023, flottes territoriales...). L'hydrogène et les piles à combustible vont permettre de créer une industrie à part entière qui pourrait représenter un chiffre d'affaires d'environ 40 Md€ et plus de 150 000 emplois (étude McKinsey).

↳ **100 M€ mobilisés dès 2019 pour les premiers déploiements de l'hydrogène dans l'industrie, la mobilité et l'énergie**

COLLECTIVITÉS ET TERRITOIRES

Contrats de transition écologique

Les contrats de transition écologique (CTE) sont des outils au service des territoires pour réussir la transition énergétique, notamment dans le cadre de reconversion industrielles, par exemple, pour accompagner la fermeture des centrales à charbon avant 2022. L'État apporte son soutien aux territoires dans une logique de guichet unique pour une ingénierie technique, financière et administrative.

↳ **20 territoires d'expérimentation en 2018**

Repas bio, locaux et de saison

Les repas dans la restauration collective publique – crèches, écoles, collèges, lycées, hôpitaux, maisons de retraites – comprendront, au plus tard en 2022, au moins 50 % de produits issus de l'agriculture biologique ou tenant compte de la préservation de l'environnement (loi agriculture et alimentation).

↳ **1,1 Md€ mobilisés pour atteindre les objectifs du programme Ambition bio 2022**

Feuilles de route qualité de l'air

Les feuilles de route élaborées par les préfets des zones concernées par le dépassement des seuils de pollution de l'air ont été rendues publiques en avril 2018. Conçues en lien avec les acteurs locaux – collectivités locales, entreprises, associations –, elles définissent une série d'actions dans tous les domaines d'activité – transports, logement, urbanisme, agriculture, industrie, financements, sensibilisation des citoyens – pour améliorer la qualité de l'air.

↳ **14 feuilles de route pour limiter à court terme la pollution atmosphérique dans les territoires les plus concernés**

RECHERCHE ET INNOVATION

GIEC

La France confirme l'augmentation de sa contribution financière afin de soutenir le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), fragilisé par le retrait des financements américains. Avec l'aide d'autres pays, en particulier européens, et de l'Union européenne, le GIEC devrait ainsi être en mesure de conduire ses travaux pendant toute la durée du 6e cycle d'évaluation (2016-2022).

↳ **1 M€ par an, c'est le montant de la contribution supplémentaire de la France au budget de fonctionnement du GIEC jusqu'en 2022**

Make Our Planet Great Again

Conçue pour attirer des scientifiques internationaux spécialisés dans les sciences du climat, l'initiative *Make Our Planet Great Again* a recueilli 450 candidatures de qualité pour des séjours de recherche de longue durée en France. Les projets des 32 premiers lauréats (dont 13 provenant des États-Unis) portent sur l'observation et la modélisation du système terre, le changement climatique et le développement durable, la transition énergétique.

↳ **Jusqu'à 750 000 € pour un scientifique senior (doctorat depuis plus de douze ans), un montant au moins doublé par l'établissement d'accueil**

Programme d'investissements d'avenir (PIA3)

Les 10 Md€ du troisième volet du Programme d'investissements d'avenir renforcent l'ambition initiale – préparer la France aux défis de demain – et répondent à trois priorités : soutenir les progrès de l'enseignement et la recherche, valoriser la recherche et accélérer la modernisation des entreprises.

↳ **5,9 Md€ pour l'enseignement supérieur et la recherche**

Rendre irréversible la mise en œuvre de l'Accord de Paris

Mobilisation pour le Pacte mondial pour l'environnement (septembre 2017)

Proposition du Gouvernement d'inscrire la notion de protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique dans la Constitution (juin 2018)

Appel à initiatives « Mon projet pour la planète » (novembre 2017)

Améliorer le quotidien de tous les Français

Renforcement de l'obligation des certificats d'économie d'énergie (CEE) à destination des publics aux revenus modestes (2018)

Déploiement du dispositif chèque énergie (janvier 2018)

Plan de rénovation énergétique des bâtiments (26 avril 2018)

Prime à la conversion (janvier 2018)

Bonus voitures électriques

Assises de la mobilité (Septembre à décembre 2017)

Projet de loi d'orientation sur les mobilités (rentrée 2018)

Fin de la vente des voitures thermiques en 2040

14 feuilles de routes qualité de l'air (avril 2018)

Convergence fiscalité gazole-essence d'ici 2022

Plan d'action 2018-2022 de la filière automobile

Appel à projets solutions intégrées de mobilité gaz naturel de véhicule (janvier 2018)

4 premiers contrats de transition écologique (CTE) avec les territoires (janvier 2018)

Feuille de route économie circulaire (mai 2018)

Dispositif affichage environnemental avec les entreprises volontaires (juin 2018)

En finir avec les énergies fossiles et s'engager vers la neutralité carbone

Accélération progressive de la trajectoire carbone : objectif de 86,2 €/tCO₂ en 2022 (loi de finances 2018)

Opération TPE&PME – Gagnantes sur tous les coûts ! (Ademe, 2017)

Signature de deux engagements pour la croissance verte : création d'une filière de biocarburants aéronautiques en France (décembre 2017) et utilisation des déchets de bois dans la fabrication du ciment (février 2018)

Arrêt de la production d'électricité à base de charbon d'ici 2022 (mission d'inspection en cours)

Loi mettant fin à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures (31 décembre 2017)

Fiscalité incitative sur les fluides frigorigènes hydrofluorocarbures – HFC (projet de loi de finances 2019)

Plan de libération des énergies renouvelables (octobre 2017)

Coup de pouce économies d'énergie (février 2017)

Nouvelle stratégie nationale bas-carbone (fin 2018)

Nouvelle Programmation pluriannuelle de l'énergie (fin 2018)

Commission Quinet sur la valeur tutélaire du carbone (en cours)

Faire de la France le n°1 de l'économie verte

Appels d'offres du programme d'investissements d'avenir (PIA3)

Plateforme *Make our Planet Great Again* (1^{er} juin 2017)

Augmentation de la contribution financière française au GIEC (mars 2018)

Plan hydrogène (1^{er} juin 2018)

Émission d'une obligation assimilable du trésor (OAT) verte de 10,8 Md€ (avril 2018)

One Planet Summit à Paris : 12 engagements pour financer la lutte contre le changement climatique (décembre 2017)

Plan de libération des énergies renouvelables (octobre 2017)

Mobiliser le potentiel des écosystèmes et de l'agriculture

Stratégie nationale pour mettre fin à l'importation de produits forestiers et agricoles contribuant à la déforestation (fin 2018)

États généraux de l'alimentation (20 juillet - 30 novembre 2017)

Projet de loi agriculture et alimentation (mai 2018)

Plan d'actions pour réduire la dépendance de l'agriculture aux produits phytosanitaires (avril 2018)

Plan ambition bio (2018-2022)

Réduire les émissions et améliorer le captage du carbone dans les sols

Mise en œuvre du programme national de la forêt et du bois (2016-2026)

Plan forêt-bois (travaux en cours)

Plan biodiversité (juillet 2018)

Présidence de l'Initiative sur les forêts d'Afrique centrale (2018)

2^e Plan national d'adaptation au changement climatique

Renforcer la mobilisation internationale

Réforme du cadre énergie climat 2030

Révision à la hausse de l'ambition climatique de l'Europe (NDC européenne 2020)

Adoption d'une nouvelle stratégie européenne de long terme (2020)

Augmentation du financement climat de la France en faveur de l'adaptation des pays en développement : 1,5 Md en 2020

Soutien financier de la France au Fonds pour l'environnement mondial : 300 M\$ pour 2018-2021 (28 juin 2018)

Alliance solaire internationale (entrée en vigueur décembre 2017)

Restitution One Planet Summit (26 septembre 2018)

Lancement de la Powering Past Coal Alliance (novembre 2017)

Dispositif mondial de compensation des émissions de CO₂ du transport aérien international (Corsia, début 2019)

Plan d'action CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement) pour une meilleure prise en compte de l'environnement, du climat et de la santé (25 octobre 2017)

LE DIALOGUE TALANOA

La COP23 a fixé l'organisation en 2018 d'un dialogue « Talanoa » entre les Parties. Il vise à faire le point sur les efforts collectifs vis-à-vis de l'objectif des 1,5 à 2 °C de l'Accord de Paris et à identifier des actions permettant d'accélérer. Cet exercice a été pensé comme un test grandeur nature cinq ans avant le premier bilan mondial en 2023.

La Commission européenne, ainsi que plusieurs États membres, ont annoncé qu'ils organiseraient des dialogues Talanoa. La France les rejoint en organisant son propre dialogue national autour des trois questions structurantes : où en sommes-nous ?, où voulons-nous aller ? et comment y aller ?

**Ministère de la Transition
écologique et solidaire**

Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75007 Paris

Tél. 33 (0)1 40 81 21 22

ecologique-solidaire.gouv.fr

Suivez nous sur    



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE